

Les députés rejettent les motions de censure du RN et de LFI sur le déficit public

Par Wally Bordas

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 3 heures

Ce lundi, sans surprise, les deux motions de censure déposées par les oppositions de gauche et RN n'ont pas abouti. Le gouvernement reste donc en place, à quelques jours des élections européennes.

Il n'y avait guère de suspense. Ce lundi après-midi, dans un Hémicycle très clairsemé, aucune des deux motions de censure qui visaient le gouvernement n'a été adoptée. Celle des Insoumis, défendue par le député Mathias Tavel, a obtenu 222 voix, votée par tous les élus de la Nupes et ceux du Rassemblement national. Celle du groupe de Marine Le Pen, présentée par le vice-président RN de l'Assemblée Sébastien Chenu, n'a elle obtenu que ses propres voix - soit un total de 89.

Les deux formations politiques avaient pris la décision, en fin de semaine dernière, d'aller jusqu'au bout de leur démarche en déposant, à quelques jours du scrutin européen, ces deux motions de censure. Objectif : tenter de faire tomber le gouvernement suite au refus de celui-ci de présenter un budget rectificatif pour l'année 2024. Car après un budget adopté par le biais de plusieurs 49.3, fin 2023, l'exécutif n'a pas pris l'initiative d'un projet de loi rectificatif en dépit de l'aggravation du déficit de la France il y a quelques semaines.

«L'équipe de France de la lose»

S'il sera sans conséquence politique pour le gouvernement de Gabriel Attal, l'examen de ces deux motions de censure aura au moins permis aux oppositions de gauche comme du RN d'exprimer leurs forts désaccords avec l'exécutif. *«Ce n'est pas la France qui est en faillite, c'est le macronisme. (...) Vos prévisions budgétaires étaient fantaisistes. Ici une croissance surestimée, là un déficit public sous-estimé et vous persistez car votre plan d'austérité va encore amputer l'activité économique»*, a attaqué l'Insoumis Mathias Tavel.

De son côté, Sébastien Chenu (RN) a raillé *«l'équipe de France de la lose de l'économie»*, s'indignant de la *«gestion lamentable des finances publiques»* par le ministre de l'Économie. *«Vous vous présentiez comme des experts, des Mozart de la finance. Nous avons vu. (...) Rien ne va dans vos prévisions, rien n'est sincère. Rien n'est sérieux dans votre budget»*, a cinglé le vice-président du Palais Bourbon.

Avant de lancer un appel remarqué aux députés Les Républicains. *«Sortez de l'ambiguïté. Vous ne pouvez pas en campagne être de toutes les oppositions à Emmanuel Macron, et ensuite être de toutes les majorités. Il n'y a pas d'excuse, ne transformez pas votre groupe en champ de béquilles de la macronie»*, a lancé Sébastien Chenu, sous les applaudissements des élus RN.

Le RN et LFI «main dans la main» ?

Une invitation à laquelle a longuement répondu - par la négative - le président du groupe LR quelques minutes plus tard. Et de manière bien plus offensive qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent. *«Une fois de plus, main dans la main, LFI et le RN déposent une motion de censure»*, introduit Olivier Marleix. Avant d'attaquer lourdement Marine Le Pen : *«On ne peut pas donner de leçon sur la dette quand on fait preuve d'une totale démagogie en proposant la retraite à 60 ans»*. Ou encore : *«Vous n'avez jamais été au rendez-vous du courage politique. Le courage, ce n'est pas de lancer un énième pétard mouillé»*. Et de poser une *«ligne rouge au gouvernement»* :

s'il décide de «*faire payer la facture*» aux Français, alors, le groupe LR déposera une motion. «*La censure pour nous n'est pas un jeu politique, ce sera notre arme pour défendre le pouvoir d'achat des Français*», conclut-il.

Quelques minutes avant, le premier ministre, Gabriel Attal, avait également attaqué députés marinistes et insoumis, leur reprochant d'agir «*de concert*» pour provoquer le «*désordre*» et «*semmer le chaos*» pour «*en récolter les fruits*». «*C'est votre quête commune*», a-t-il ironisé, avant de défendre les choix de l'exécutif pendant la période Covid afin de «*sauver l'économie française*». «*Votre motion de censure est une inconséquence qui aurait des conséquences dans le quotidien*», a également tancé Gabriel Attal, évoquant «*l'instabilité*» politique qu'engendrerait l'adoption d'une telle motion.

Comme prévu, ces 33e et 34e motions de censure depuis le début de la législature n'ont donc pas abouti. À l'Assemblée, si le gouvernement n'a toujours pas de majorité pour faire adopter ses lois sans encombre, il n'a toujours pas non plus de majorité pour le faire tomber. Un paradoxe qui dure depuis bientôt deux ans.

La rédaction vous conseille

- **Déficit budgétaire: à l'Assemblée, Gabriel Attal face à deux motions de censure**
- **Emmanuelle Mignon (LR): «Il faut une règle d'or interdisant l'adoption d'un budget en déficit»**
- **Jordan Bardella face à Gabriel Attal, le choc des ambitions**

Sujets

Assemblée nationale

Déficit

censure
